

Revue de réflexion et d'engagement

Vol. 22 no. 2 Décembre 2000

# **Droits Humains:**

#### Élections Méxique



La ZLEA en Avril 2001

Plan Colombie



selon Noam Chomsky





# Un nouveau mot en Amérique latine... impunité impunité

epuis les événements Pinochet, l'Amé rique latine suit attentivement les con clusions des poursuites contre l'ex-dictateur au Chili de 1973 à 1989. Petit rappel: depuis son voyage en Grande-Bretagne, à la fin de l'année dernière, un juge espagnol avait demandé son extradition en Espagne pour crime contre l'humanité, afin d'entamer des poursuites pour des assassinats commises par l'armée chilienne auprès de citoyens espagnols au Chili pendant la dictature. Avec l'intervention du gouvernement chilien, Pinochet pu néanmoins retourner au Chili. Cependant, la Cour Suprême au Chili accepta des poursuites presentés par le juge Guzman sur des assassinats commis envers des citoyens chilien-ne-s. Aujourd'hui, la poursuite est toujours en cours, mais on sait déjà que tout ce processus va s'éterniser, sachant que la défense a encore pleins des «munitions» à son effectif.

Mais ce qu'il faut souligner ici, n'est pas tellement le sort que va connaître Pinochet, mais le fait qu'un système judiciaire en Amérique latine décide d'appliquer la loi contre des crimes commises par des militaires. C'est important en soi, car cela vient d'ouvrir une porte, jadis fermée à double tour, sur des crimes qui n'ont jamais été, volontairement ou involontairement, résolus par la justice latino-américaine. Sans oublier que des lois constitutionnelles protègent les militaires, leur garantisant l'amnistie absolu, comme c'est le cas au Chili. Le cas de Carmen Quintana et Rodrigo Rojas, tous les deux brulés vifs par l'armée, est un bel exemple, car la justice chilienne a été dans l'im-

possibilité de juger les responsables de ces actes. D'ailleurs, la constitution instauré par Pinochet est, soit-dit en passant, toujours celle en vigueur au Chili.

### Un vent de «changement» possible.

Depuis quelques années, il y a eu de nouveaux gouvernements élus en Amérique latine qui dénoncent la corruption, les assassinats et les massacres perpétrés contre des civils. La promesse d'un système plus démocratique en matière de droits humains et d'un appareil judiciaire plus indépendant permettra de juger tous les responsables des crimes, et donne espoir aux civils des pays latino-américains, d'y croire en un système plus juste. La question est de savoir à quel point les gouvernements sont prêts à faire respecter les promesses en terme de justice contre l'impunité. Sachant bien que les responsables des crimes, participent toujours au pouvoir politique ou économique dans la plupart des pays.

Ceci dit, le seul fait que la justice poursuit, aujourd'hui, un individu comme Pinochet, vient de modifier notre appréciation du système judiciare en Amérique latine. Espérons que la justice internationale et la justice local continueront leurs efforts afin d'amener ainsi sur les bancs des accusés tous ceux et celles qui se croient, encore, à l'abris des lois. N'oublions pas qu'au Guatemala, au Honduras, en Colombie, au Pérou, au Mexique et ailleurs, il y a d'autres «Pinochet» qui doivent répondre à des acussations des crimes contre l'humanité.

#### Prélude aux présidentielles de 2001 au Nicaragua:

# Relative victoire du FSLN aux élections municipales

Par Juan González

e Nicaragua était appelé aux urnes, dimanche le 5 novembre, afin d'élire les maires et les conseillers pour les quel que 140 *municipios* du pays.

C'est la première fois que des élections municipales se déroulaient séparément des présidentielles. Compte tenu de ce fait, le taux de participation (60%) et la mobilisation populaire dans la campagne peuvent être considérés comme satisfaisants. À moins d'un an des élections présidentielles, le scrutin revêt pourtant une importance capitale puisqu'il a servi de plate-forme et de baromètre pour les forces politiques en présence. Celles-ci peuvent être résumées à quatre: le Front sandiniste de libération natinale (FSLN), le Parti libéral constitutionnaliste (PLC, héritier indirect du somozisme, au pouvoir), le Parti conservateur (représentant l'oligarchie traditionelle), le Parti Camino cristiano (dominé par les églises évangélistes).

Bien que le PLC du président Arnoldo Alemán ait remporté le plus de suffrages au niveau national et ait conquis le plus grand nombre de *municipios*, ces élections constituent une cuisante défaite pour le parti officiel et une victoire inespérée pour le FSLN. En effet, ce dernier a remporté 12 des 17 capitales départementales. Cinq des sept villes les plus importantes sont aux mains des sandinistes (Managua, la capitale; Estelí, León, Matagalpa et Chinandega). Parmi celles-ci, le PLC ne remporte que Masaya et les conservateurs Granada.

#### Une situation intolérable

Le FSLN a remporté les élections en grande partie à cause de la corruption du régime libéral. Alors que la crise économique et sociale s'approfondit à une vitesse alarmante, chaque jour apporte son lot de révélations sur le vol organisé qui sévit au sein des ministères et des dépendances de l'État. La classe politique, notamment libérale, semble vivre sur une autre planète. Le système de santé est en faillite, les écoles en délâbrement, la paysannerie affamée par la sécheresse et les taux d'intérêts prohibitifs, le taux de chômage dépasse le 70%.. En 1990, malgré la guerre, les Nations Unies classaient le Nicaragua au 85e rang sur 175 pays selon «l'indice de développement humain». Aujourd'hui, il est classé au 124e rang: l'espérance de vie a été réduite, l'analphabétisme et la mortalité infantile ont augmenté, certaines maladies, autrefois presque diparues, ont refait leur apparition en masse (dengue, choléra, tuberculose, etc.).

La population, qui subit de plein fouet ces calamités, voit les gouvernants se vautrer dans une véritable orgie de corruption aux dimensions gargantuesques: «indemnités» de plusieurs millions de dollars pour un dirigeant d'une entreprise publique qui se retire après... sept mois de services; mise en faillite plus que douteuse de deux des banques les plus importantes du pays; construction de palais pour les dirigeants libéraux avec des fonds provenant de l'aide humanitaire; acquisition illicite de grandes surfaces de terres par des hauts-fonctionnaires; construction de gigantesques hôtels avec de l'argent sale; etc.

Bien que les haut dignitaires du FSLN ne soient pas totalement étrangers à quelques-unes de ces ma-

noeuvres frauduleuses, les sandinistes ont su capter le vote de mécontentement devant la dilapidation des fonds publics au profit d'une véritable mafia. De plus, malgré «la fin de l'histoire» et les souvenirs traumatisants de la guerre, le rêve d'un pays transformé par la volonté populaire refait laborieusement surface devant tant d'injustice et de pauvreté. Dans ce contexte, le FSLN jouit d'un regain d'intérêt, non seulement parce qu'il est le plus important parti d'opposition, mais aussi pour ses antécédents révolutionnaires et ses racines populaires. Enfin, contrairement à ce qui s'est passé lors des élections de 1990 et de 1996, la droite s'est présentée aux élections en rangs dispersés. La division du vote entre conservateurs et libéraux a ouvert la voie au FSLN, dont le vote est réputé être très discipliné.

#### Un pays polarisé

Les thèmes de campagnes du FSLN, au niveau des médias, ont été les mêmes que l'on retrouve chez les autres partis de gauche en Amérique latine par les temps qui courent: transparence dans la gestion des fonds publics, participation citoyenne et «humanisation» du capitalisme sauvage. La victoire du Front ne signifie donc pas une radicalisation de la population vers des changements profonds. D'autant plus que la direction du FSLN fait désormais partie d'une classe de riches producteurs, exportateurs, banquiers et autres professions très peu «révolutionnaires»...

Néanmoins, le sandinisme fait toujours peur à l'oligarchie libérale et conservatrice. La chambre de commerce, les banques et le reste ont tout fait pour empêcher son triomphe. Dans la perspective des élections présidentielles, ils craignent entre autres que le FSLN nationalise des secteurs clés de l'économie, annule massivement les dettes des paysans, mette fin à la dévolution des terres aux grands propriétaires, ou renie les accords avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Afin de dissuader la population contre la tentation d'un retour du «totalitarisme», la droite ne manque jamais une occasion de souligner les traits les plus folkloriques du sandinisme «révolutionnaire»: l'amitié de Daniel Ortega avec Fidel Castro et Mouhamar Kadhafi (!), ou encore le culte, toujours vif, de la mémoire du «Che»...

Parallèlement, sur le terrain, les antagonismes sont très ancrés et la campagne a donné lieu à d'intenses mobilisations populaires où la haine entre anti-sandinistes (libéraux et conservateurs) et sandinistes est bien enracinée. Les blessures de la guerre (50 mille morts) demeurent profondes et les arguments de la droite tournent presque toujours autour du fait qu'une victoire du Front entraînerait une nouvelle guerre, l'imposition du service militaire obligatoire (de triste mémoire) et la désorganisation de l'économie.

#### Vers les élections présidentielles

Le centre d'attention de la campagne électorale aura sans doute été la course à la mairie de Managua. Le candidat du FSLN, Herty Lewites, a devancé son plus proche adversaire de plus de 20 points de pourcentage. Les analystes attribuent généralement cette écrasante victoire au discours inclusif de Lewites et à la claire démarcation qu'il a imposé entre lui et le secrétaire général du FSLN, Daniel Ortega. Il aurait ainsi ramené vers le Front les sandinistes écartés par l'orthodoxie et l'autoritarisme de ce dernier.

Daniel Ortega ne s'est pas moins déclaré grand vainqueur des élections et a annoncé son intention de postuler sa candidature aux élections présidentielles. Or la figure de Daniel Ortega est définitivement ruinée au sein de la population en général. Certes, la haute direction du FSLN lui est totalement inféodée et une large couche de la base militante du Front lui reste fanatiquement attachée. Comandante emblématique de la guérilla, ex-président du Nicaragua révolutionnaire et deux fois candidat malheureux à la présidence, il demeure la personnalité la plus connue et le symbole le plus achevé du sandinisme «pur et dur». Cependant, les crimes sexuels qu'il aurait commis contre sa fille adoptive, la signature d'un pacte entre lui et le président Alemán (voir encadré) et la fortune qu'il a amassé au cours des dernières années font de lui un candidat voué à une (troisième!) défaite assurée.

Les chances d'une victoire sandiniste aux élections présidentielles de l'an prochain reposent donc sur un renouvellement de la direction du FSLN et la mise de l'avant d'un candidat ou d'une candidate qui puisse réunir la grande famille sandiniste, laquelle a volé en éclats après la défaite de 1990. Pour l'instant, les espoirs reposent sur une partie des cadres moyens du Front, notamment la tendance «antipacte», qui semble sortir de sa léthargie. Bravant les représailles d'Ortega et de ses proches, certaines candidatures se profilent, qui pourraient attirer la «gauche sandiniste» et les secteurs qui ont rompu avec le

Front, notamment le MRS (Mouvement de ré-fondation sandiniste).

Le danger existe que ce renouvellement et cette ouverture soient assimilés à un glissement vers le centre de l'échiquier politique du discours et de la pratique sandinistes. Il s'agirait d'une méprise, que, du Mexique au Brésil, trop de partis de gauche en Amérique latine ont commise, souvent à la recherche du vote d'une «classe moyenne modérée» qui n'existe pas. Dans un pays aussi pauvre et polarisé que le Nicaragua, avec son histoire révolutionnaire et ses lignes de fractures profondes, la poursuite d'une telle chimère n'aurait pour résultats que la confusion au sein de la base du FSLN ou, pire, la soumission du sandinisme aux intérêts de l'oligarchie.

#### Le pacte Ortega-Alemán

ous prétexte d'assurer la «gouvernabilité» du pays, Daniel Ortega, secrétaire général du FSLN et Arnoldo Alemán, président de la république et «président honorifique» du PLC, ont signé, en janvier 2000, un pacte qui n'a jamais été rendu public et dont le contenu demeure incertain et ambigu. Cependant, avec les conséquences visibles sur la scène politique nicaraguayenne et les éléments qui ont filtré dans la presse, les contours du pacte commencent à se dessiner.

Il s'agit d'abord pour les deux partis de s'engager à reconnaître une éventuelle victoire électorale de l'autre. Le fait qu'une clause comme celle-ci doive être négociée avec tant de solennité donne une idée de l'enracinement de la «démocratie» parlementaire au Nicaragua. Le pacte assure également aux deux signataires le contrôle «moitié-moitié» des principaux organismes de l'État: la *Controlaría* (vérificatrice) générale de la république; la *Superintendencia* (surintendance) des Banques, la Cour suprême de justice (de même que tous les échelons subalternes de l'appareil judiciaire) et le Conseil suprême électoral.

Le pacte inclut en outre la refonte de la loi électorale dont les deux points saillants sont:
a) rabaissement de 45 à 35 du pourcentage de suffrages nécessaires pour qu'un vainqueur puisse être déclaré au premier tour de scrutin (ce qui ouvre la voie à une victoire du FSLN) et b) l'établissement d'un ensemble d'obstacles afin de faire disparaître ou d'empêcher la formation de tiers partis.

L'ensemble de ces clauses a pour conséquences l'imposition autoritaire d'un bipartisme artificiel et le partage du gâteau étatique entre les deux partis signataires. Première conséquence: en juillet 2000, dix-huit partis politiques ont été rayés de la carte. La «politisation» des instances de justice et de contrôle de l'État assure également l'impunité à Ortega, à Alemán et à leurs proches, lesquels se sont enrichis d'une façon aussi spectaculaire que douteuse au cours des dernières années.

Il va sans dire que ce pacte n'a aucune base légale ou institutionnelle et que sa mise en úuvre ne dépend que de l'approbation, révocable en tout temps, des deux grands *caudillos* politiques. Cependant, la menace d'un dévoilement des «affaires» de l'un ou de l'autre demeure comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête d'Ortega et d'Alemán, épée qui leur rappelle leurs engagements mutuels.

L'opposition au pacte est vive malgré l'hégémonie des deux partis signataires. L'oligarchie conservatrice n'a pas d'injure assez forte pour qualifier Alemán, accusé de paver la voie à un retour de la «dictature communiste». D'autre part, la «gauche sandiniste» et le Mouvement de rénovation sandiniste (MRS) accusent Daniel Ortega d'avoir «pactisé avec le diable» dans le but de maintenir son hégémonie sur le FSLN en plus de garantir la pérennité de son empire commercial et financier.

# Mêmes droits : nouveaux enjeux

uite à l'arrestation de Pinochet en Angleterre, la lutte contre l'impunité en Amérique latine connaît un nouveau souffle. Les traités internationaux servent maintenant comme nouvelle base pour rendre possible l'émergence de la vérité et la justice. Les procès qui font la une des journaux ne sont pourtant que l'aspect le plus sensationnel de la lutte pour le respect des droits humains. En effet si cette lutte se restreignait à quelques procès intentés contre certains personnages emblématiques, les actuelles violations systématiques du droit à la vie dans son intégrité passeraient à un second plan, en tant que formes moins «atroces» d'abus de pouvoir. Pourtant, c'est le contraire qui se produit en Amérique latine. C'est pourquoi d'importants groupes de défense des droits humains réorientent leurs pratiques de manière à englober dans leurs mandats la défense des droits sociaux, qu'ils soient économiques, culturels ou civiques, sans abandonner leur traditionnelle lutte contre les crimes perpétrés par les régimes militaires des années 70 et 80.

Le défi devant lequel se trouvent les actuels défenseurs des droits humains en Amérique latine est celuici: profiter des nouveaux espaces qui s'ouvrent à la lutte contre l'impunité et promouvoir une application intégrale des droits humains dans les différentes «démocraties restreintes» de la région en mettant à profit l'expérience accumulée dans ces années de résistance à la violence institutionnalisée. Ce défi est d'autant plus grand qu'il s'agit de défendre le droit à la vie dans son acception la plus large, impliquant non seulement l'habeas corpus mais également des droits sociaux, dits de deuxième génération énumérés ci-haut, sans lesquels aucune démocratie n'est complète. Dans la vision intégrale des droits humains, ces derniers sont considérés comme universels et indivisibles. La négation d'un de ces droits remet en question l'ensemble. Le droit au travail, par exemple, ne peut se faire au détriment du droit d'association, ou la sécurité au détriment de la justice, et ainsi de suite.

L'élargissement du mandat des groupes de défense des droits humains, dont il est question ici, n'en reste pas moins problématique. Jusqu'où peut aller l'action des défenseurs des droits sans que cette action perde toute spécificité, toute efficacité ou toute crédibilité? En effet, bien que la conception intégrale des droits humains ne soit pas nouvelle en soi, la pratique des groupes de défense des droits s'est jusqu'ici concentrée surtout au niveau de la représentation des victimes de la terreur d'...tat dans des batailles en grande partie juridiques. C'est donc autour de ces luttes que ces groupes ont développé une expertise et ont acquis une profonde reconnaissance publique. S'aventurer dans de nouvelles pratiques implique le risque de perdre cette légitimité sans réussir à avoir de l'impact sur de nouveaux domaines.

Ce questionnement est présent dans divers pays du continent. Les groupes de défense des droits doivent vivre ce questionnement dans leurs décisions stratégiques quotidiennes et à travers des situations très variées.(1)

#### Violence et sécurité

Le travail pour le droit des inculpés peut servir d'illustration du risque dont il est question ici. L'insécurité est perçue comme un des principaux problèmes sociaux dans bien des pays en Amérique latine. Bien qu'elle ne manque pas de fondement dans certains cas ócomme au Salvador où le taux d'homicide est le plus élevé du monde (soit 120 par 100000 habitants) ou en Colombie où l'on compte 30000 assassinats par annéeó, cette perception du danger sert cependant surtout à légitimer une violation systématique des droits des inculpés: arrestations arbitraires, assassinats extrajudiciaires réalisés par les forces de l'ordre, escadrons de la mort travestis en «escouades d'autodéfense», nettoyage social, torture, etc. tre jeune et basané et résider dans un quartier populaire est une raison suffisante pour être arrêté, torturé ou tué à bout portant, dans la plupart des métropoles du sub-continent.

Dans ce contexte, les groupes de droits humains en Amérique latine qui cherchent à défendre les droits à un procès juste et équitable, les droits à la non-discrimination basée sur l'âge ou le statut social, ou simplement les droits à la vie, doivent faire face à une opinion publique devenue hostile à cause du discours sur l'insécurité. Les groupes de défense des droits humains risquent en effet d'être perçus comme des «défenseurs de criminels». Ce n'est qu'en établissant, au niveau de l'opinion publique, le principe de l'universalité et de l'indivisibilité des droits humains que les militants des droits pourront préserver la légitimité acquise lors de leur défense des victimes de la terreur d'État.

Cette lutte au niveau de la conscience publique implique la promotion d'une «culture des droits humains» au sein de laquelle il doit devenir clair pour tous les citoyens qu'il ne peut y avoir de démocratie sans l'application intégrale des droits humains pris comme tout indivisible. Le combat est pourtant loin d'être facile dans la mesure où il prend place dans un contexte où les droits sociaux sont présentés comme des besoins que l'individu doit assumer personnellement, où la justice et la vérité sont considérées comme des dangers pour la paix et la réconciliation nationale, où les détentions arbitraires et le mauvais traitement des inculpés sont synonymes de sécurité publique, bref dans un contexte où les droits sont segmentés, priorisés, voire carrément éliminés, selon la convenance de l'idéologie du marché.

### De la lutte contre l'impunité à celle pour l'intégrité des droits: le cas de l'Argentine

La dichotomie entre la lutte pour la vérité et la justice et celle pour la promotion d'une vision intégrale des droits humains a été résolue en Argentine à travers l'idée de rendre les pouvoirs publics redevables devant leurs citoyens, tant pour les atrocités des gouvernements militaires auxquels ils succèdent que pour les abus commis actuellement.

En Argentine, les organisations de défense des droits humains ont vu le jour au début des années 70 en tant que moyen de résistance aux crimes perpétrés par les paramilitaires sous le gouvernement d'Isabel Perón (1973-76), puis par l'État lui-même durant la dictature militaire qui s'ensuivit (1976-83). Cette résistance se transforme par la suite en une lutte contre l'impunité au moment où le gouvernement élu de Raúl Alfonsín amnistie l'ensemble des militaires, dans le cadre d'une loi dite de «Point final» et d'une autre sur le «Devoir d'obéissance», en échange de la condamnation des principaux dirigeants de la Junte militaire. Lorsqu'en 1990 le Président Carlos Menem accorde un pardon et une amnistie à ces quelques dirigeants inculpés, la lutte pour la vérité et la justice semblait perdue. De plus, avec les problèmes d'hyper-inflation qui ravageaient le pays à l'époque, peu d'individus s'intéressaient aux questions relatives à l'impunité.

La lutte des groupes de défense des droits humains (2) argentins s'est alors dirigée vers la défense des citoyens contre les abus de pouvoir des gouvernements contemporains. Leur travail s'est étendu à des domaines comme la défense de la liberté d'expression, du droit à la santé pour tous, à la dénonciation de la vulnérabilité des citoyens vis-à-vis les «arbitrariétés» de l'État, etc. Cet élargissement s'est fait d'abord en conservant la spécificité du militantisme judiciaire que ces groupes avaient développé pendant les années antérieures. Il s'est fait aussi en liant les violations actuelles des droits humains à l'état d'impunité et donc de permissivité vis-à-vis l'abus de pouvoir qui prévaut en Argentine après dix-sept ans de gouvernements constitutionnels.

Les traités internationaux, signés par l'Argentine, ne servent pas exclusivement à émettre des mandats d'arrêt internationaux contre certains militaires de la dictature; ils servent également à établir une jurisprudence nationale et à contraindre l'État au respect de ses engagements, c'est-à-dire devenir redevable devant ses citoyens. En défendant les droits des citoyens en général, à travers des cas contemporains, les groupes de défense des droits ont réussi à montrer que leur travail restait -malheureusement- toujours aussi d'actualité.

Cette revalorisation sur la place publique de l'importance des droits humains a, par la même occasion, donné un nouveau souffle à la lutte contre l'impunité. Aujourd'hui, plus d'une douzaine de tortionnaires de la dictature se trouvent derrière les barreaux en purgeant des peines pour enlèvement d'enfants, crime non couvert par les lois d'amnistie. La tenue de ces procès dépend moins du fait d'avoir trouvé un moyen formel pour contourner la loi d'amnistie, que de l'articulation de ce problème avec les violations actuelles des droits humains et donc de la formation d'un courant d'opinion capable de porter le projet des droits humains.

#### Plus de légitimité, moins d'efficacité

Toutefois, les expériences ne sont pas toujours aussi fructueuses. En effet, les droits humains sont en voie de devenir une «idéologie officielle» et un élément central de la langue politique internationale: il n'y a plus de traité économique sans son «volet» des droits humains, mais cette prise en charge du thème se fait par des institutions dont les objectifs sont contradictoires avec la vision universelle et indissoluble des droits humains. Le droit de la femme en est un exemple. La reconnaissance des droits des femmes au sein d'institutions internationales de même que dans la plupart des appareils d'État est sans équivoque un élément positif qui augmente la légitimité (de même que les ressources) de la lutte pour l'égalité. Toutefois, cette reconnaissance et cette «aide» n'arrivent pas de manière désintéressée et les pratiques des groupes de défense des droits de la femme se voient altérées. La lutte se joue entre les agences officielles pour la promotion des droits de la femme et les groupes féministes ou populaires militants. Les machineries d'État, spécialisées sur la question des femmes, comme le Conseil national de la femme (CNDM) au Brésil, le Service national de la femme (SERNAM) au Chili, ou le ministère pour la Promotion de la femme et du développement humain (PROMUDEH) au Pérou, ont tendance à transformer les demandes traditionnelles des femmes en des catégories du besoin, segmentées et ap-

tes à un traitement technique ciblé sur les «besoins précis des plus pauvres», parmi lesquels se trouvent les femmes. Ce traitement conduit ainsi à une réduction des droits pour l'ensemble des citoyens et à une intervention «chirurgicale» qui se restreint à palier aux situations d'indigence sans chercher aucunement l'égalité ou l'émancipation des femmes. De leur côté, par contre, certains groupes populaires et féministes cherchent l'application universelle des droits sociaux desquels les femmes sont particulièrement exclues. Entre ces deux pôles, les risques de cooptation des organisations féministes "devenues ONGs" augmentent à mesure que le discours de lutte contre la pauvreté gagne de la légitimité sociale. La lutte pour une application universelle et intégrale des droits humains se joue ainsi également entre différentes pratiques et conceptions des droits humains au sein d'un rapport de forces (ou du moins de ressources) inégal.

#### Internationalisation de la lutte

La reconnaissance officielle et internationale facilite par contre le développement de réseaux transnationaux qui élargissent également le spectre des actions et des acteurs des droits. Les traités internationaux comme le Traité international sur les droits sociaux et politiques, la Convention américaine sur les droits humains ou encore la Convention sur la torture, en plus d'avoir permis la relance des procès non-habilités par les lois domestiques, constituent un outil à la disposition des militants internationaux qui peuvent se saisir de ce cadre légal pour poursuivre des gouvernements sur une base éthique.

Par contre, l'internationalisation de la lutte pour le respect des droits humains ne dépend pas tant de ces traités que d'une solidarité construite de longue date, qui se réalise à mesure que les moyens techniques et les conjonctures politiques la facilitent ou la rendent nécessaire. L'appui déterminant que la solidarité internationale a manifesté à l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) depuis 1994 en est un exemple. Les manifestations d'opposition à la mondialisation fondées sur la revendication de droits niés par ce processus sont également un autre exemple de l'ampleur qu'est en train de prendre la culture des droits universels et indissolubles.

Cette prise de conscience généralisée de l'importance des droits et de leur application découle sans doute du fait de leur retrait sous les pressions du capital financier international et la complaisance de l'ensemble des gouvernements et investisseurs de la planète. Par contre, ce n'est qu'à travers des luttes concrètes que ce retrait est apparu sur la place publique comme un problème concernant l'ensemble des citoyens.

Les organismes de défense des droits humains sont loin d'être seuls dans cette lutte. Les syndicats, les groupes populaires, les associations de femmes, de paysans, d'étudiants, de journalistes, etc. tout comme certains partis politiques, sont indispensables pour permettre l'avènement d'une société juste, équitable et démocratique. Les militants des droits ont ceci de particulier qu'ils ont le mandat de défendre globalement tous ces groupes, de même que ceux qui ne sont pas organisés, pour leur permettre d'évoluer dans un cadre légal qui favorise leur développement. C'est du moins le mandat qui se dessine en Amérique latine dans la conjoncture actuelle des transitions interminables.

<sup>(1)</sup> La plupart des cas utilisés dans cet article proviennent du NACLA Report on the Americas, Vol. XXXIV No.1, juillet-août 2000.

<sup>(2)</sup> Comme par exemple les Mères de la Place de mai, l'organisation HIJOS (fils et filles pour l'identité et la justice, et contre l'oubli et le silence), ou le Centre d'études légales et sociales (CELS).

# L'OPPOSITION REMPORTE LA PRÉSIDENCE DU MEXIQUE ET LE POSTE DE GOUVERNEUR DU CHIAPAS

ors de l'élection présidentielle mexicaine, le 2 juillet, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir au Mexique depuis 71 ans, a subi une défaite historique puisque son candidat, Francisco Labastida, n'a obtenu que 36,6% des voix alors que Vicente Fox, candidat du Parti d'action nationale (PAN), l'a emporté avec 42,5%, soit un écart de 2,5 millions de voix. Les résultats des élections à la Chambre de députés et au Sénat restent légèrement favorables au PRI, ce qui conduira le nouveau pouvoir à faire des alliances pour obtenir la majorité dans les projets qu'il soumettra.

Enfin, le 20 août, lors de l'élection du gouverneur de l'État du Chiapas, Pablo Salazar, candidat de l'opposition, a remporté le siège avec 54,4% des voix contre le candidat du PRI qui n'a obtenu que 45,1%. Ces changements ouvrent des perspectives nouvelles en ce qui concerne particulièrement le renforcement de la démocratie, la lutte contre la corruption et la paix au Chiapas. Le premier texte publié ci-dessous sur les élections présidentielles est paru dans Noticias Aliadas, le 10 juillet 2000, sous la plume de John Ross; le second, dû à Diego Cevallos, a été diffusé par IPS, le 20 août 2000.

#### La fin du règne du PRI

Lorsque le 2 juillet, à la tombée du jour, on a commencé à annoncer les premiers résultats de l'élection la plus disputée du Mexique, des milliers de travailleurs des chemins de fer et leurs familles, réunis sur le parking du siège du PRI au pouvoir, au nord de la ville de Mexico, restèrent en silence. Les crécelles s'arrêtèrent et les clairons cessèrent de sonner.

À 23 hres. les sondages à la sortie des urnes et les comptages rapides indiquaient que tout était terminé.

Le candidat de droite, Vicente Fox, du Parti d'action nationale (PAN), était devenu le premier candidat d'opposition à gagner la présidence depuis la naissance du PRI, il y a 71 ans. Les dirigeants du PRI, réunis dans un auditorium, pleuraient ouvertement, tandis que le président sortant, Ernesto Zedillo, et celui qui devait lui succéder, Francisco Labastida, acceptaient la défaite. Zedillo appela Fox, le lundi pour le féliciter et la bourse a réagi favorablement au premier transfert pacifique du pouvoir à un autre parti politique après sept décennies. Les analystes craignaient qu'un changement de gouvernement n'entraînât une volatilité financière, phénomène fréquent lors d'une élection présidentielle.

Pratiquement toutes les enquêtes avaient indiqué que les élections seraient une guerre à mort, mais les Mexicains qui sont allés se coucher le dimanche soir, virent que Fox avait une avance qui était indépassable. Le lundi, au milieu de la journée, la victoire était consolidée.

Les experts se sont pressés d'expliquer leurs prédictions diverses. Les enquêtes n'avaient pas pris en compte que 71 ans d'autoritarisme et de tyrannie d'un seul parti faisait que l'électorat se comportait de manière prudente. Beaucoup mentirent à leurs enquêteurs - entre 10 et 19% des indécis avaient déjà pris leur décision.

La victoire de Fox a été obtenue en travaillant avec des électeurs divers, ce qui fait prévoir un virage à droite. L'appui des grandes entreprises a rempli les coffres de la campagne et le nouveau président montrera sa reconnaissance avec beaucoup de plaisir. Fox, ancien directeur de Coca-Cola pour le Mexique et l'Amérique centrale, est autant engagé dans la globalisation que Zedillo, et il stimulera la tendance néolibérale d'une économie qui a enrichi un petit groupe de

Mexicains et en a renvoyé 26 millions à une pauvreté extrême.

En plus d'être l'ami de banquiers et d'industriels, Fox semble avoir capté le vote des catholiques. En se présentant comme porte-drapeau de la Vierge de Guadalupe, la figure religieuse la plus importante du pays, et en condamnant l'avortement comme un «crime», Fox a gagné l'appui de la hiérarchie conservatrice.

De l'autre côté de la scène politique, il a attiré divers sympathisants éminents du parti de centre-gauche, le Parti de la révolution démocratique (PRD) et probablement l'appui d'une partie des militants du PRD.

Mais en dépit de la victoire considérable de Fox, son triomphe n'est pas inconditionnel. Pendant la manifestation massive qui a suivi l'élection sous le monument doré de l'Ange de l'indépendance, la foule a averti le président élu:

«Ne nous trompe pas».

Les dimensions de la victoire de Fox sont particulièrement impressionnantes parce qu'il a arrêté le fonctionnement de la machine énorme et bien huilée du PRI pour l'achat des votes.

Les informations sur les pressions et les subornations, toutes attribuées au parti au pouvoir, faisaient les titres de la presse chaque jour. Le jour des élections s'est passé dans un calme relatif, avec quelques incidents violents isolés. Bien que les élections furent propres, l'Institut fédéral électoral, organe autonome, ne contôlait pas l'achat généralisé de votes par le PRI. Non seulement Fox a fait plier le PRI, mais son triomphe impressionnant semble aussi avoir mis fin à la carrière électorale du leader reconnu de la gauche, Cuauthémoc Cárdenas, qui est meilleur que ce qu'il avait obtenu lorsqu'il échoua dans sa tentative d'obtenir la présidence en 1994. On pense que Cárdenas avait gagné l'élection de 1998, mais que sa victoire lui fut dérobée pendant le scrutin contrôlé par le PRI.

Les votes obtenus par Fox ont été suffisants pour gagner une majorité législative relative au nouveau Congrès. Les résultats préliminaires ont donné au PAN un léger avantage sur le PRI à la Chambre de députés, 224 contre 209, avec 60 sièges pour le PRD. Au Sénat, le PRI aurait six représentants de plus que le PAN, ce qui donnera au PRD - avec 16 sièges - un certain pouvoir

de négociation. On ne peut sous-estimer une alliance du PRD et du PRI contre Fox, que Cárdenas a qualifié de «fasciste». Le soir des élections, les priistes déçus demandèrent de revenir aux racines centre-gauche du parti. Bien que la politique économique du Parti ne changera pas, la victoire permettra à Fox de faire face à la corruption généralisée. Quelques hauts-fonctionnaires du PRI pourraient être conduits en jugement mais le nouveau président a promis, la nuit des élections, qu'il n'ordonnera pas de chasse aux sorcières contre les gros poissons du PRI. Fox est profondément conscient que la corruption est si enracinée dans les rouages de la politique mexicaine que chercher à nettoyer la maison aboutirait à détruire la maison elle-même, c'est pourquoi une amnistie implicite devrait l'emporter.

Le premier président mexicain issu de l'opposition aura également l'occasion unique d'affronter les problèmes sociaux en cours, tel que le conflit non résolu avec l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) au Chiapas. À l'instar de tous les Mexicains, les zapatistes n'ont connu que des gouvernements PRI, et leur attitude à son égard est inconnu. Il y a plusieurs années, le porte-parole charismatique de l'EZLN, le sous-commandant Marcos, a qualifié Fox d'«homme politique conséquent».

Peut-être ce qu'il y a de plus stimulant dans la victoire de Fox, est qu'elle présente une série de scénarios pour un Mexique qui a changé irrévocablement le 2 juillet, en ouvrant les portes à un changement beaucoup plus profond dans le futur...

#### Le Chiapas passe à l'opposition

Le triomphe de l'opposition dans les élections du gouverneur de Chiapas au sud du Mexique a fait table rase pour renouer le dialogue de paix avec la guérilla zapatiste, alors même qu'il faudra attendre beaucoup plus pour la suppression de la pauvreté et de la violence dans la région. Dans un climat tranquille qui a contrasté avec sa réputation d'État dangereux où l'intolérance politique et religieuse fait régulièrement des victimes, les élections de gouverneur ont eu lieu dans l'État de Chiapas et, pour la première fois, l'opposition a gagné. Selon les résultats préliminaires, Pablo Salazar, candidat de quatre partis d'opposition, est le nouveau gouverneur, chargé de suspendre une autre épée sur le corps affaibli du Parti révolutionnaire institutionnel, toujours

au pouvoir et qui avait déjà perdu les élections présidentielles.

Personne ne croit que le conflit du Chiapas va se résoudre «en quinze minutes» comme le président élu, Vicente Fox, l'a promis pendant sa campagne; mais la majorité des politiques et des analystes ont émis l'opinion, que les négociations de paix avec la guérilla seront renouées grâce à la nouvelle défaite du PRI.

Il y a plus de quatre ans, le commandement de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), à une époque où le parti qui gouvernent le Mexique depuis 71 ans paraissait toujours invincible, avait déclaré: «La paix viendra seulement de la démocratie» et lorsque le PRI quittera «enfin» la présidence. L'analyste John Meyer fait remarquer que, maintenant que le parti au pouvoir est mis au rencart et que la démocratie émerge, il n'y a plus de raison de retarder la négociation.

Alors qu'il renouvelait son intention de respecter l'accord sur la culture indigène signé par la guérilla et par le gouvernement d'Ernesto Zedillo qui s'y est ensuite opposé lorsqu'il est devenu un projet de loi, Fox a déclaré que le triomphe de Salazar ouvre une étape nouvelle pour la pacification au Chiapas.

Fox a dit qu'il était prêt à se réunir avec le commandement de l'EZLN et à ordonner, lorsqu'il assumera la présidence en décembre, la réduction de la présence militaire.

De son côté, Salazar, qui a été le candidat de la coalition de quatre partis politiques, dont l'Action nationale de Fox et le Parti de la révolution démocratique, troisième force politique du pays, a déclaré que la paix avec la guérilla est la priorité. Mais les affaires en cours au Chiapas vont bien au-délà de la guérilla qui, en douze jours à peine de combats au début de 1994, d'activités et de discours hétérodoxes, a secoué le système politique et éveillé des sympathies en divers pays du monde.

De plus, l'EZLN garde le silence depuis le mois de juin. Ainsi, on ne connaît pas son point de vue sur les derniers événements politiques, et il n'a pas non plus répondu aux représentants que Fox a envoyé au Chiapas. Entourés de milliers de soldats, dans une région de la forêt frontière avec le Guatemala, les guérilleros, qui sont en majorité des indigènes mal armés, restent en situation de trêve et ne peuvent pas être attaqués à cause de la loi sur la pacification, édictée en 1996.

Depuis six ans, le Chiapas est l'État qui a la plus grande instabilité politique et la plus forte présence militaire. En outre, il est le plus pauvre du pays et un de ceux qui a la plus forte population indigène. C'est aussi un des États qui connaît la plus forte impunité en matière de justice et la plus grande inégalité dans la distribution des revenus.

Bien qu'il soit le premier producteur de café du Mexique, le second pour l'élevage et le troisième pour le maïs, le Chiapas vient en tête dans les indices de marginalisation et de mortalité, et plus de 60% de sa population souffre de dénutrition.

Au cours des six dernières années, cet État du sud du pays a eu six gouverneurs issus du PRI, élus ou intérimaires, et le gouvernement Zedillo a dépensé des millions de dollars dans des programmes sociaux. Pendant ce temps, la région s'est militarisée comme jamais, mais en même temps ont été rendus publics des dizaines de rapports et de dénonciations de violations des droits humains et de massacres de paysans, et le nombre de personnes déplacées pour des raisons de violence atteint plus de 20 000.

Il existe quelque 300 points de contrôle militaire et de migration au Chiapas et les patrouilles terrestres et aériennes sont permanentes. Par ailleurs, les groupes humanitaires dénoncent les crimes, tel le massacre de 45 paysans en décembre 1997 dans la localité d'Acteal, qui se répètent et demeurent impunis.

Sans reconnaître les erreurs et même les crimes que l'on attribue au PRI au Chiapas, le gouverneur intérimaire Roberto Albores a reconnu la défaite de son parti aux dernières élections et il a déclaré qu'avec ce vote une fissure s'est ouverte dans l'histoire de son État.

Texte publié dans Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (DIAL), no. D2401, 16-30 septembre 2000.



Extraits d'une entrevue réalisée par La Jornada à

# Noam Chomski sur le Plan Colombie, et parue le 4 septembre 2000

a Colombie possède une terrible histoire de violence qui a duré plus d'un siècle. Dans les années 60, cette violence a pris une nouvelle forme comme conséquence d'une forte intervention du gouvernement de John F. Kennedy et ses missions de Forces spéciales étasuniennes qui ont entraîné les Forces armées colombiennes.

Ceci faisait partie du projet général de Kennedy de transformer les armées d'Amérique latine en des forces de sécurité qui contrôleraient leurs propres populations à travers la violence. Il s'agissait de changer, dans les forces armées latino-américaines, la stratégie de défense hémisphérique (réminiscence de la Deuxième Guerre mondiale), par le concept de sécurité interne, c'est-à-dire vers la guerre contre leurs propres populations.

En Colombie, la mission des forces spéciales étasuniennes ont instruit spécifiquement les forces militaires colombiennes à former des groupes paramilitaires, pour mener à bien ce qu'ils appellent la «terreur paramilitaire» contre de connus instigateurs communistes. Instigateurs communistes est un terme très large qui peut englober des paysans organisés, dirigeants syndicaux, activistes des droits humains, intellectuels indépendants, candidats politiques, n'importe quoi; et cette politique d'organisation de la terreur paramilitaire, a conduit à une nouvelle phase de violence organisée d'État: en partie à travers des militaires et, en partie, à travers des paramilitaires, et ceci s'est poursuivi depuis cette date.

Dans les années 90, la Colombie a eu le pire record de violations des droits humains dans l'hémisphère occidental; ceci est dû au fait que le terrorisme d'État, massif dans les autres pays s'est réduit, de telle sorte que la Colombie s'est trouvée en tête de liste. Des quelques 10 assassinats politiques qui se commettent chaque jour, le département d'État attribue la grande majorité d'entre eux, entre '70 et '80 pour cent, aux paramilitaires qui sont très proches des militaires. Le reste est attribué à la guérilla et aux narcotrafiquants.

La guérilla a réussi à développer une base substantielle parmi une grande partie de la population, jusqu'au point que le gouvernement lui a pratiquement cédé une partie du pays, qui de toute façon n'a jamais vraiment été intégrée au pays. Dans ces régions, les paysans ont été pratiquement obligés à produire de la coca. Non pas qu'on leur pose un pistolet sur la tempe, mais simplement du fait qu'il n'y a pas d'autre moyen de subsistance.

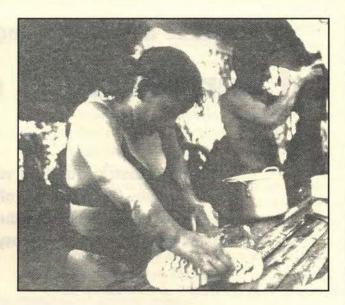
Ce problème remonte aux années 50. La Colombie avait une production de blé qui a été détruite par les agro-exportations subventionnées par le gouvernement des États-Unis, derrière la façade du programme Aliments pour la paix (Food for peace). Dans les années 60, le Mouvement des pays non alignés (le G 77) et la UNCTAD ont mis de l'avant l'idée de former un nouveau cadre de référence pour un nouvel ordre économique international, qui bénéficierait à la production des paysans pauvres. Un des premiers programmes que la UNCTAD chercha à mettre de l'avant fut de stabiliser les prix de leurs produits, fluctuant en grande mesure selon l'offre et la demande, entre autres facteurs. Une marchandise très importante du commerce mondial d'alors était le café, qui constituait une des principales exportations de la Colombie.

Pour l'agro-business, l'oscillation sauvage des prix n'a pas grande importance, puisque si le prix d'une marchandise baisse pendant une année, elle peut se diriger vers d'autres produits. Mais si vous êtes un paysan pauvre, vous ne pouvez dire à vos enfants, ne mangez pas cette année, nous mangerons peut-être l'année prochaine. La fluctuation des prix est ainsi dévastatrice pour les petits producteurs. La proposition de stabilisation des prix de l'UNCTAD — qui concorde avec ce qui arrive dans les pays riches industrialisés, comme les États-Unis ou l'Union Européenne, qui stabilisent constamment leurs prix internes — n'a pas été tolérée pour les pays du Tiers monde: elle a été bloquée. Une des conséquences a été que la petite production agricole devienne non viable et celle-ci, le café. Naturellement, de manière presque nécessaire, les paysans se sont tournés vers des produits viables, principalement la coca, la marihuana et d'autres produits que l'Occident appelle des drogues illégales. Après est arrivée la répression, ce qu'ils appellent la «guerre contre la drogue», et tout cela est devenu une part substantielle du système socio-économique colombien.

Le problème principal en Colombie, et il l'est depuis très long temps, est une situation oppressive tant au niveau politique que socio-économique. Il s'agit d'un pays foncièrement très riche, mais dont une grande partie de sa population vit dans une pauvreté misérable dans un système brutal et répressif. Depuis environ une décennie, la tentative de permettre des partis politiques indépendants, comme l'Union patriotique, par exemple, s'est avéré un désastre. Leurs candidats politiques, maires, candidats présidentiels, etc., ont tout simplement été assassinés. Les États-Unis ne semblent pas s'en être apperçus. Ils appellent la Colombie une «fleurissante démocratie», sans se soucier du fait que le seul parti politique indépendant ait été annihilé par la violence. Ils appellent cela «démocratie» car les seuls partis qui subsistent sont ceux des entrepreneurs (business partis), ceux qui s'accordent avec les intérêts des États-Unis.

Cette situation s'est considérablement détériorée pendant les années 90. Le gouvernement de Clinton, particulièrement, a inondé d'armes et d'instructeurs militaires le pays. La Colombie reçoit plus d'armes et plus d'entraînement militaire que n'importe quel autre pays de l'hémisphère, et conjointement à cet approvisionnement, les atrocités augmentent, pour ainsi dire, de manière normale.

Le Plan [Colombie] consiste à étendre ceci de manière très significative, en donnant aux militaires 1 600 millions de dollars. Le prétexte est celui de la guerre contre la drogue, mais il est difficile de trouver un analyste qui prenne ce prétexte très au sérieux. Les paramilitaires, de même que les militaires sont plongés jusqu'au cou dans le narcotrafique et la guerre n'est pas dirigée contre eux.



La guerre se dirige vers les communautés paysannes qui font partie des régions dominées par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Les FARC lèvent des impôts sur le narcotrafique, mais elles ont indiqué qu'elles seraient très heureuses d'appliquer un programme de cultures alternatives; de fait, elles ont déjà un programme social de ce type.

Récemment, des dirigeants gouvernementaux et des FARC se sont rencontrés en Europe. Ceci a été présenté ici (aux États-Unis) comme une manière de civiliser les FARC, une manière de leur montrer le mode de fonctionnement des pays civilisés. Ce qui est arrivé par contre c'est que le gouvernement colombien, et indirectement le gouvernement étatsunien, ont montré qu'ils devait se civiliser pour comprendre comment fonctionnent les démocraties sociales. Je ne pense pas qu'ils s'en soient aperçus mais s'ils y parvenaient, ce serait un grand pas en avant pour la Colombie et pour les États-Unis, afin de mettre de l'avant des politiques économiques et sociales plus constructives.

Contrairement à cela, le chemin qu'ils entreprennent est celui du financement des paramilitaires et des militaires, ce qui conduira vers un plus grand désastre. Juste ce matin, les journaux recensaient de nouveaux massacres perpétrés par les paramilitaires dans la région de Medellín, et ce genre d'action ne peut qu'augmenter puisque les assassins proviennent de l'Armée de terre colombienne.

#### La Zone de libre-échange des Amériques

## La privatisation du continent

Par Louise Boivin

S'il n'est pas contré, le traité en vue d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) va accroître la misère et la souffrance des peuples du continent au rythme de la marchandisation tous azimuts des sociétés et des écosystèmes.



Illustration : Bismark Villacrés

Le Sommet des Amériques du 20 au 22 avril 2001 à Québec, qui réunira 34 chefs d'état des Amériques - Cuba en est exclu- se déroulera dans une zone barrica-dée et sous la protection d,un imposant appareil répressif. Les négociations autour de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) se réalisent à circuit fermé depuis le Sommet des Amériques de 1998 à Santiago, au Chili. L'entrée en vigueur du traité est prévue pour 2005 mais pourrait bien survenir avant, vu la rapidité des travaux.

La pax americana que promet l'extension de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) à la grandeur du continent constitue un joyau pour les transnationales, en grande partie américaines: elle multipliera leur pouvoir et leur capacité d'exploitation des humains et de l'environnement. Et pour les récalcitrants ces «obstacles» au libre-capitalisme, la table est mise pour accroître la militarisation par l'entremise du Plan Colombie ainsi que par la répression politique et la criminalisation des pauvres. C'est l'État-policier version nec plus ultra.

Les grandes organisations patronales bénéficient d'un accès prévilégié au processus de négociation de la ZLEA. Elles acheminent leurs recommandations aux groupes de travail impliqués dans la négociation, participent à certains de leurs comités et organisent leur rencontre «parallèle» à chaque fois que se tiennent les rencontres ministérielles sur la ZLEA. Par exemple, le Forum des gens d'affaires tenu parallèllement à la rencontre ministérielle sur la ZLEA à Toronto, en novembre 1999, était organisé par le puissant Americas Business Forum (ABF) en partenariat avec le gouvernement canadien. Dans son communiqué de presse, la section canadienne du ABF affirmait:

«Les commentaires des délégués du secteur privé à l'ABF font maintenant partie intégrale du processus de la ZLEA. Cette année, les recommandations des délégués de l'ABF ont été présentées aux 34 ministres du commerce de l'hémisphère lors d'une séance plénière conjointe spéciale, présidée par l'honorable Marc Lalonde, président du Forum. (...) Cette intégration officielle des préoccupations du secteur privé est unique dans les négociations internationales sur les politiques commerciales».

#### L'empire américain

Les promoteurs de l'Accord de libre-échange des Amériques entre le Canada, les États-Unis et le Mexique (ALENA) promettaient que celui-ci amélioreraient les conditions de vie des populations, y compris au Mexique. C'est le contraire qui est advenu. D'abord, pour adhérer à l'ALENA, le Mexique a du changer sa constitution en éliminant entre autres l'article 27 qui protégeait la propriété communale des terres. C'est ce qui a fait dire aux insurgés Zapatistes que pour eux, l'ALENA signifiait une «sentence de mort». Si l'investissement étranger au Mexique s'est accru sous l'ALENA, la population a toutefois connu un déclin de son niveau de vie et des salaires sans parler des nombreuses faillites des petites et moyennes entreprises mexicaines. Le secteur manufacturier des maquiladoras, en majorité sous contrôle étranger et à très bas salaire, est en pleine expansion au Mexique.

Quant qu'aux effets de l'ALENA et de la libéralisation de l'économie en général au Canada, nous sommes tous à même d'en juger en voyant l'État réduire ses dépenses sociales, ouvrir les portes à la marchandisation des services publics (santé, éducation) et de la fonction publique, éliminer des normes de protection environnementale: tout cela au nom de la lutte au déficit et de la sacro-sainte compétitivité. Pendant que le déficit des comptes publics est transféré sur le dos des pauvres, des malades et des femmes qui en ont soin le plus souvent, le marché de l'emploi se divise entre les emplois de bonne condition dans les secteurs de «pointe» (biotechnologies, industrie pharmaceutique, technologies de communication, etc.) et des emplois précaires, mal payés, de courte durée, à temps partiel, avec peu de protections sociales en majorité dans le domaine des services. L'idéologie du travail est renforcée pour forcer les gens à occuper de piètres emplois et les programmes de travail obligatoire de l'aide sociale (workfare) et éviter de questionner la finalité des emplois créés dans le cadre d'activités dommageables pour la santé et le bien-être humain ou pour l'environnement.

La ZLEA constituera vraisemblablement une extension de l'ALENA à l'échelle des Amériques et donnera d'autant plus de pouvoir aux transnationales. Par exemple, en vertu du chapitre 11 de cet accord, les investisseurs étrangers ont le droit de poursuivre les États nationaux pour réclamer des pertes encourues à cause de l'application de normes publiques, comme les protections environnementales. Autrement dit, l'infâme et présumé défunt Accord mondial sur les Investissements (AMI) était intégré en partie dans l'ALENA avant la

lettre. Des transnationales ont engagé et gagné des poursuites contre des réglementations canadiennes ou mexicaines. Par exemple, après avoir interdit l'emploi du MMT, un additif à essence considéré dangereux pour la santé humaine, le gouvernement canadien a été poursuivi par l'entreprise américaine Ethyl et lui a accordé 20 millions de dollars en dommage, en juillet 1998, tout en permettant désormais l'emploi du produit nocif. Pour sa part, en septembre 2000, le gouvernement mexicain a du payer en dommages 16,7 millions de dollars à l'entreprise californienne Metalclad Corp. parce qu'une municipalité mexicaine lui avait refusé d'opérer un dépotoir dangereux pour la santé humaine et contre lequel la population locale s'était mobilisée.

Quant aux domaines qui ont été exclus de l'ALENA lors de sa signature -la santé, l'éducation, les services publics, etc.- ils ne sont pas protégés pour autant du joug des transnationales puisque le traité indique qu'ils peuvent être soumis à la négociation pour s'ouvrir au secteur privé à partir du 31 décembre 1998. C'est donc en

vase clos que se négocient actuellement, par l'intermédiaire de l'ALENA et de la ZLEA, la privatisation et la marchandisation des systèmes de santé et d'éducation sans compter celle de la terre, du sous-sol, des forêts, de l'eau et du vivant dans son ensemble.

Les États associent dans leurs discours la création de la ZLEA à l'élimination de la pauvreté et à la démocratie afin de miner la légitimité de l'opposition au traité. Ils présentent aussi celle-ci comme une menace violente pour la société, à l'aide des médias-marchands et des services policiers. Revendiquer des clauses de protection sociales et environnementales comme simili compensation pour les destructions massives que structurent les accords comme celui de la ZLEA ou ceux de l'Organisation mondiale du commerce revient aussi à donner une légitimité à ces traités et aux transnationales qui les promoeuvent. Seul un rejet massif et radical de la ZLEA, de l'ALENA et de l'emprise des oligarchies privées sur nos vies peut ouvrir des voies de changement et des espaces pour articuler de réelles alternatives sociales.

#### Coalitions qui s'opposent à la ZLEA et au Sommet des Amériques:

#### À Montréal:

Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC) <clac@tao.ca> tel: 514-526-8946, site web: www.quebec2001.net

Coalition d'individus (étudiantes-précaires-internationalistes-militantEs libertaires, etc.). Campagne d'information en cours, ateliers, assemblées, manifs à Montréal durant la rencontre du G-20 et celle du FMI/Banque mondiale à Prague. Convoque un Carnaval contre la capitalisme en opposition au Sommet des Amériques (actions directes, manifs, ateliers, concerts, théâtre de rue, etc.). Fait aussi partie, avec la Fédération canadienne des étudiants et étudiantes-section Québec et d'autres organisations nord-américaines, du comité d'organisation de la rencontre nord-américaine de l'Action mondiale des peuples.

#### À Québec :

Coalition Opération Québec Printemps (OQP) 2001 appui@oqp2001.org tel.: 418-421-4000

Regroupe environ 25 organisations de la région de Québec (assos étudiantes, groupes populaires, syndicats, groupes écolos, etc.). Interventions-médias, ateliers et conférences. Planifie pour avant et pendant le Sommet des Amériques, un festival d'art-résistance, une action de désobéissance civile, des ateliers, conférences, spectacles, etc. Site web : www3.sympatico.ca/jpduches/OQP2001/

## **PINOCHET SERA-T-IL JUGÉ??**

par le comité de rédaction de la revue Volcans

l'est indiscutable que les décisions successives de la Cour d'appel de Santiago et de la Cour suprême du Chili, en sanctionnant la levée de l'impunité parlementaire d'Augusto Pinochet, marquent la fin de la période «impunitaire», en ce qui concerne les crimes commis pendant la dictature de ce dernier.

Cette décision suppose la rupture, par les Cours de justice, du pacte qui les avait amenées, dans le passé, à appliquer, invariablement, la loi d'amnistie dictée par la junte militaire et toujours en vigueur et à refuser d'intervenir dans les affaires provoquées par la brutalité de la répression exercée par la police secrète de Pinochet. On compte plus de 5000 plaintes classées sans suite durant la période précédente, en ce domaine.

Mais est-ce que l'on peut considérer, pour autant, que la justice est ou sera faite au Chili en matière de violations de droits humains? Rien n'est moins sûr. En effet, l'ensemble du dispositif institutionnel hérité de la dictature, c'est-à-dire imaginé et imposé par Pinochet lui-même à ses successeurs civils, demeure intouché.

Or ceci implique une série d'obstacles insurmontables pour l'application de la justice, mais aussi pour l'évolution du pays vers la démocratie. L'existence de la loi d'amnistie et de la prescription des crimes commis applicables à la période jugée, représentation disproportionnée de la droite au Parlement produite par le système électoral, le pouvoir des forces armées au sein d'un Conseil national de sécurité pouvant imposer ses décisions au président de la République, tous ces éléments sont des obstacles importants. Ils ne seront pas surmontés sans une volonté politique clairement orienté vers l'élimination des verrous posés par Pinochet et par la droite afin, justement, d'éviter le jugement de leur régime et d'empêcher toute entrave à l'épanouissement du modèle néo-libéral. Malheureusement, d'atermoiements en hésitations, le monde politique chilien n'a pas fait montre de beaucoup de volonté dans ce sens. De la période de transition jusqu'à nos jours, la politique dite du consensus l'a emporté. Qui dit consensus, au Chili, dit arrangement à l'amiable entre la droite pro-Pinochet et la coalition gouvernementale, et le résultat de cette politique n'est pas fameux. Ainsi, on a pu voir l'ex-président Eduardo Frei demander le classement, au nom de l'intérêt public, des procédures judiciaires pour corruption en cours contre un des fils de Pinochet.

Consensus oblige, ce n'est pas seulement le dictateur qui devait être couvert, mais sa famille aussi.

Plus récemment, l'actuel président Ricardo Lagos a salué le courage des forces armées parce qu'elles venaient d'accepter les conclusions de la Table de dialogue, qui selon les associations des familles des disparus et exécutés, mettent sur un même plan les victimes et les bourreaux.

Aujourd'hui, après l'expérience anglaise, les parties civiles craignent l'application de la clause médicale qui éviterait à Pinochet le procès et le jugement qu'il mérite. Et ce procès a une importance beaucoup plus politique que juridique. Nulle décision de la Cour de justice ne pourra rendre la vie aux victimes de Pinochet, ni effacer déjà presque trente ans d'angoisse et de souffrances de leurs proches. Par contre, le jugement de celui qui assuma les fonctions suprêmes de l'État

dictatorial en rétablissant la vérité, peut et doit ouvrir la voie au jugement historique des instigateurs du coup d'État de 1973 et de tous les complices de l'oeuvre criminelle de la dictature.

Ce sera là une occasion dont pourrait se saisir le peuple chilien et ses amis de par le monde, pour commencer la destruction de la société d'injustices et d'inégalités imposée dans le feu et le sang par des assassins que l'on juge aujourd'hui. Nous pourrions, alors, nous féliciter si la dérogation de la loi d'amnistie, incompatible avec l'application des traités internationaux signés

par le Chili et avec la propre constitution de Pinochet, comme la reconnaissance du caractère imprescriptible de tout crime contre l'humanité avaient été le point de départ d'une lutte plus vaste contre l'existence d'un système de domination qui ne peut survivre sans le recours à la force et aux violations des droits humains.

Cela va sans dire, nous ne pouvons pas nous substituer au peuple chilien, mais nous comptons bien participer à son combat.

Texte parus dans la revue Volcans, no. 41 automne



"Le Bateau chilien -La Esmeralda-, qui fut jadis un symbole de courage et de patriotisme à la défense de la patrie, par les forces de la Marine du Chili. Lors du Coup d'État militaire par Pinochet, ce même bateau fut utilisé comme lieu de torture pour de nombreux chiliens-nes." (Hector Poblete).

# La terre, un problème à résoudre

u Guatemala, la question de la terre reste marquée non seulement par la situation héritée de la période coloniale mais aussi par le long conflit intérieur qui a récemment ravagé le pays. Rigoberta Menchú, Prix Nobel de la paix et ambassadrice de Bonne volonté pour la culture et la paix (UNESCO) nous rappelle le contexte dans lequel se pose la question de la terre au Guatemala et l'importance de cette question pour la population indigène. Elle insiste aussi sur la nécessité de perfectionner les mécanismes de la réforme agraire et sur l'impérieuse nécessité de mettre en pratique les droits économiques, sociaux et culturels. Ce témoignage de Rigoberta Menchú a paru dans la CLAR, mai-juin 2000 (Colombie).

La priorité de la terre est un sujet extrêmement délicat dans notre Amérique indigène. Parler de la terre, c'est faire référence à un problème non résolu. Parler de la terre, c'est parler de la douleur, de la misère et de la faim

vécues par d'importants groupes de la population de notre Amérique et de mon Guatemala. Lorsqu'on parle de la terre on ne peut éviter de se tourner vers le passé.

Se tourner vers le passé ne signifie pas vouloir y retourner. Ça ne signifie pas non plus que nous ne sommes pas situés dans le moment présent. Cela signifie que nous pouvons comprendre la situation actuelle et que nous pouvons penser l'avenir.

Avec l'invasion espagnole et pendant toute la durée de la colonisation, nos peuples ont subi la dépossession de leurs terres, ces terres sur lesquelles ils avaient peu

à peu construit une grande civilisation. C'était leur terre nourrie de la chair des ancêtres. Nous savons tous que ceux qui pénétrèrent sur nos territoires considéraient les peuples qui s'y trouvaient comme des «barbares», des «animaux» qu'ils se devaient de civiliser, d'évangéliser. Ce fut la première grande expropriation de terres menée contre les nôtres. À partir de l'époque coloniale, une société s'est constituée. Cíétait un ...tat distinct de la Nation et du peuple, un ...tat qui répondait, et qui continue de répondre, aux intérêts de quelques-uns, en oubliant les gran-

des majorités qui sont sources de vie pour notre Guatemala. On voit bien comment, pendant la période libérale, on a mis en place à une série de lois qui ont généré les conditions propres à faire perdre, plus encore, leurs terres aux peuples indiens.

À ce propos, faire un rappel des modalités mises en oeuvre aux différentes époques de l'histoire de notre patrie allongerait de façon significative cet article. Mais il est important de retenir que le problème de la terre tire son origine dans la colonisation et que pendant

le conflit armé vécu par le Guatemala, il s'est considérablement aggravé acquérant des caractéristiques que, peutêtre, beaucoup n'imaginent même pas.

Il est important que nous réfléchissions aux conséquences du conflit armé sur le problème de la terre.

Les assassinats, les massacres, le déplacement de populations, tant à travers le territoire national que vers le



Mexique, la concentration de la population dans des pôles de développement et des villages pilotes ont favorisé l'abandon de leur communauté, de leurs biens, de leurs terres par d'importants groupes de personnes, surtout des indigènes.

On ne peut s'empêcher de penser que ces faits-là suivaient une logique: cette population déplacée a été installée ailleurs ou a été obligée de résider ailleurs, loin de ses origines, de ses morts, de son histoire; sur les terres qu'elle a laissées, d'autres groupes de population ou des membres des patrouilles d'autodéfense civile furent réinstallés.

Avant l'étape la plus dure de la guerre se sont créées dans la population des divisions à cause des conflits pour la possession ou la délimitation de la terre. Il níest pas difficile d'imaginer comment la situation décrite a pu accentuer encore la division parmi la population en conjuguant les inégalités dans la distribution de la terre et la destruction du tissu social de nos communautés.

Aux événements historiques, générateurs d'une structure sociale et économique d'inégalité, d'exclusion et de racisme il nous faut ajouter les horreurs de la guerre dont témoignent entre autres les chiffres de séquestrations, disparitions, massacres, ainsi que d'orphelins, de veuves et de veufs.

En outre, nous devons y ajouter les conditions inhumaines dans lesquelles vivent d'importants groupes d'indigènes obligés de quitter leurs terres en fuyant des horreurs de la mort, et qui, à ce jour, n'ont pas pu revenir vers leurs communautés.

Les compagnons réfugiés au Mexique, de retour au pays, ont dû développer de nouvelles stratégies de survie dans des lieux, sur des terres et des régions éloignées de leurs origines, de leurs ancêtres.

Lorsque nous parlons avec la population affectée par le conflit armé interne, l'espérance et le rêve du retour à la terre reçue en héritage persistent. Qu'éprouvent ces gens? Le besoin de retrouver ce à quoi on appartient, la frustration de ne pas être en possession des titres de propriété parce qu'ils ont été brûlés pendant les massacres, l'impuissance face à la dépossession, la peur parce que ceux qui maintenant habitent la maison et sèment la terre sont ceux qui ont tué et massacré, la douleur de ne plus célébrer les cérémonies au cours desquelles on demande à la terre la permission de l'ensemencer parce qu'on ne peut plus semer. Tout cela doit être ajouté aux statistiques qui témoignent de l'inégalité entre ceux, nombreux, qui possèdent peu de terre et les quelques-

uns qui en possèdent beaucoup.

Comment faire face à cette problématique engendrée au cours de notre histoire et qui s'est aggravée suite au conflit? Comment affronter le fait que ceux qui n'ont rien sont aujourd'hui plus nombreux et que ceux qui, moins nombreux, ont davantage.

N'oublions pas que l'objectif de tout homme libre prend appui sur l'intérêt universel à créer les conditions qui permettent à chaque personne de jouir de ses droits économiques, sociaux et culturels tout autant que des droits politiques et civiques qui sont les siens. Des conditions qui lui permettent de survivre et d'atteindre un niveau de vie convenable pour lui-même et sa famille.

À la base de cette implication des droits économiques, sociaux et culturels se trouve la terre comme condition primordiale de la survie des êtres humains et comme garantie de leur liberté et de leur dignité.

Des normes juridiques, telles que le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels montrent que, pour son efficacité, il est nécessaire d'améliorer les régimes agraires dont le but est l'exploitation et l'utilisation efficace des richesses naturelles, surtout celles d'ordre alimentaire ainsi que l'instauration d'une distribution équitable dans la répartition de leurs produits et richesses.

Les idées exposées nous permettent de constater qu'au Guatemala on est loin de satisfaire à la mise en pratique des droits économiques, sociaux et culturels de la population, et que l'État et la société ont l'obligation de parfaire les mécanismes du régime agraire pour atteindre l'objectif de conditions de vie dignes pour l'ensemble de la population.

Cette situation apparaît encore plus grave lorsqu'on pense que l'agriculture est l'activité fondamentale sur laquelle repose la survie de la majorité de la population et l'économie du pays.

Il est important d'approfondir cette problématique. Ces propos ne représentent que quelques idées sur le sujet, il faut que nous tous, les Guatémaltèques, nous unissions nos efforts pour créer les mécanismes qui nous permettront non seulement de connaître à fond toutes les données du problème de la terre dans ce pays, mais aussi qui nous conduisent à mettre en oeuvre des actions pour lui apporter une solution.

Texte paru dans Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (DIAL), no D2413, 16-31, octobre 2000

Traduction DIAL

À Noël, offrez un cadeau différent qui ne laisse personne indifférent:

# L'Agenda latinoaméricain mondial 2001

#### « De la Grande Patrie à la Patrie mondiale »

L'Agenda latino-américain mondial est édité en neuf langues et distribué dans plus de vingt pays. La traduction française et l'adaptation québécoise de cet agenda sont as-

surées par une équipe de bénévoles. Le succès remporté au Québec et dans le monde témoigne de la place importante qu'il occupe dans la solidarité, ainsi que du soutien indéfectible de tous ceux et celles qui l'ont adopté.

La grande nouveauté de l'Agenda, en cette première année d'un nouveau millénaire, est donc que l'Agenda latino-américain entend devenir mondial. Le monde se fait un. Pour le bien et pour le mal. Malheureusement, à cause du pouvoir de l'argent et des armes et à cause de la soumission de la politique à ces deux pouvoirs - qui ne sont de fait qu'un seul pouvoir aux mains d'un tout petit nombre -, cette unité mondiale est

néolibérale, elle est celle du marché, du privilège pour la minorité des maîtres du monde, et de l'exclusion pour l'immense majorité. Pour nous, cette mondialisation du marché, de la consommation, du privilège, de l'exclusion est un signe des temps à l'envers: il faut le remettre à l'endroit (ce qui ne sera pas précisément à droite). L'Agenda conti-

nuera d'être latino-américain, mais aussi mondial. Ouvert au monde, à tous ceux et celles qui sont solidaires. Depuis la terre et l'âme de notre Amérique au monde entier. C'est pourquoi, cette année, nous intitulons notre agenda «De la Grande Patrie à la Patrie mondiale».

Les auteurs qui ont contribué à cet Agenda tentent de répondre à des questions sur différents thèmes qui font partie de nos grandes causes de l'Humanité: la Terre, l'Eau, la Nourriture, la Santé, l'Éducation, la Liberté, la Paix, la Démocratie (une autre Démocratie, une autre!), tous les Droits humains et les Droits des peuples, bref la Vie

mains et les Droits des peuples, bref, la Vie.

\*Les profits de l'Agenda latino-américain mondial permettent de financer des activités de solidarité avec l'Amérique latine.



Commandez dès maintenant vos exemplaires de l'édition 2001 au:

C.C.D.H.A.L. 25, rue Jarry O., Montréal, Québec, H2P 1S6 tél.: (514) 387-2541 fax: 387-5550		
(Indiquez vos quantités) paquet	aire(s) à 12\$ /unité (s) à 120\$ /12 agendas s) à 400\$ /50 agendas nole à 15\$ /unité.	Frais postaux au Canada:  1 ou 2 exemplaires: 3,00 \$  3 à 6 exemplaires: 4,00 \$  7 à 12 exemplaires: 4,50 \$
Adresse:	code postal:	tél.:
ville:	province/pays:	fax:
paiement ci-joint:chèque	_mandat postecor	nptant

#### Sommaire

Éditorial	p. 2
Élections Municipales au Nicaragua	p. 3
Droits Humains	
Élections au Mexique	p. 10
Le Plan Colombie selon Chomsky	
La ZLEA en avril 2001	p. 15
Pinochet sera-t-il jugé?	p. 19
Guatemala	p. 21
Publicité/Noël Agenda 2001	p. 23

Joyenx Noël et Bonne année

Le Caminando est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié quatre fois par année.

Abonnement (4 numéros par année): 20 \$ au Canada et 23 \$ à l'étranger

- JE M'ABONNE AU CAMINANDO
- JE ME RÉABONNE AU CAMINANDO

NOM

ADRESSE

VILLE PROVINCE CODE POSTAL

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine

25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone: (514) 387-2541 - Télécopieur: (514) 387-5550

Comité de rédaction: Marie-Christine Doran, Jean Greffard, Clotilde Lemay, Ricardo Peñafiel,

Hector Poblete, Jean-Claude Ravet, Jean Robitaille Collaborations: Maurice Barth, Louise Boivin,

Traduction: Ricardo Peñafiel

Correction: Germain Pelletier, Jean-Claude Ravet.

Infographie: Bismark Villacrés

Dépot légal - Bibliothèque nationale du Québec